

Les entreprises ne doivent pas pâtir de la tripartite

LUXEMBOURG - Pour l'Union des entreprises luxembourgeoises, la tripartite doit préserver la compétitivité du pays.

Le retour à l'équilibre des finances publiques pourrait se traduire par deux tiers de baisse des dépenses et un tiers de hausse des impôts, a indiqué le gouvernement ce week-end. Ce qui a fait réagir les syndicats (lire en page 3), mais aussi l'UEL (Union des entreprises luxembourgeoises) qui refuse toute hausse d'impôts sur les entreprises. Pourquoi? Pour préserver la compétitivité du pays. «Si on alourdit la fiscalité des entreprises, ce sera un très mauvais signal. Pour éviter les délocalisations et attirer de nouvelles entreprises, il faut au



Pierre Bley, secrétaire général de l'UEL, demande un moratoire sur l'indexation des salaires et des pensions.

contraire améliorer notre compétitivité», assure Pierre Bley, secrétaire général de l'UEL qui souligne que c'est de la compétitivité du pays que dépendent les recettes fiscales. Et pour améliorer la compétitivité, l'UEL demande un moratoire de l'indexation des salaires, qui doit avoir lieu à l'automne, et veut réfléchir à une «sélectivité des transferts sociaux». «On ne peut pas rester les champions des transferts sociaux en Europe et en même temps tomber à la 13^e place pour la compétitivité. Il faut redresser la situation en matière de coûts».

Linda Cortey

editpress

» dossier sur
www.lessentiel.lu

Tripartite

»